

## Mémoire individuel pour la consultation de l'EES sur les hydrocarbures au Québec

Depuis des années, nous sommes confrontés au « préjugé favorable » des gouvernements successifs face à l'exploitation des possibles ressources fossiles du Québec. À tour de rôle, diverses campagnes ont été menées pour nous convaincre d'ouvrir notre sous-sol aux foreuses et nos eaux à de nouveaux bateaux-citernes.

Je dénonce le déroulement de la présente démarche, dont les délais risibles alloués pour analyser et commenter les 64 études issues du Plan d'acquisition des connaissances additionnelles (dont 18 demeurent inaccessibles la veille même de l'ouverture des audiences), précédée d'une multiplication, sans ordre ni fin, de « consultations publiques », qui ont transformé un processus nécessaire en une parodie de la démocratie.

Je m'oppose aux orientations fossiles imposées par le gouvernement à la société québécoise et demande plutôt que ce dernier se dote d'une stratégie ambitieuse de transition énergétique et de sortie du pétrole. Les raisons qui motivent cette position sont les suivantes :

- L'archipel madelinien a une fragilité naturelle reconnue (GSOC01<sup>1</sup>, BAPE 2014<sup>2</sup>, EES2 2013<sup>3</sup>) et est excessivement vulnérable aux conséquences immédiates et à long terme de la consommation soutenue des hydrocarbures (EES2 2013, Ouranos 2008<sup>4</sup>, 2014<sup>5</sup>).
- Les Madelinots sont des témoins privilégiés des risques inhérents à l'utilisation des carburants fossiles comme en témoignent les nombreux incidents de déversement et de contamination sur le territoire ainsi que les impacts des changements climatiques.
- Nos revenus proviennent principalement d'activités d'exploitation de ressources renouvelables (tourisme et pêches), incompatibles avec l'implantation d'une industrie aussi exclusive que celles des hydrocarbures fossiles.
- Doté d'un système d'approvisionnement énergétique autonome, l'archipel affiche une dépendance quasi-totale aux énergies fossiles (BAPE 2014, Dunsky 2013<sup>6</sup>). Toutefois, à la lumière de diverses études (localement voir Dunsky 2013, ailleurs voir le cas des Îles Canaries et celui de l'archipel danois de la mer Baltique<sup>7</sup>, ainsi que les projections officielles internationales<sup>8 9</sup>), cette dépendance ne doit pas être considérée comme une fatalité mais bien comme une condition passagère, un point de départ dans une démarche de responsabilisation et d'affranchissement collectif.
- Cette volonté de surmonter cette condition a été démontrée à plusieurs reprises et demeure activement soutenue par la communauté et de nombreux acteurs institutionnels locaux, tel qu'en témoignent les très nombreux mémoires déposés depuis 2004 aux diverses instances concernées.
- Enfin, les experts mondiaux affirment que 80% des ressources fossiles connues à l'échelle planétaire doivent demeurer inexploitées si nous voulons éviter un réchauffement climatique moyen de plus de 2°C<sup>10</sup>.

Compte tenu de l'inexpérience québécoise dans ce domaine (GECN-06<sup>11</sup>), des délais et des investissements associés au déploiement de cette industrie au Québec (AECN-02<sup>12</sup>) et des

objectifs de lutte aux changements climatiques, des quantités inconnues de ressources économiquement exploitables (GECN01 annulée par manque d'information) , de l'importance des différents risques environnementaux afférents (ensemble des rapports soumis dans le cadre du chantier environnement, dont GSOC01), des difficultés inévitables de la mise en marché (AECN02, GECN-05<sup>13</sup>), ainsi que du nombre toujours croissants d'options alternatives aux énergies fossiles et des bénéfices économiques et sociaux potentiels qui sont associés à leur déploiement (nombre d'emplois créés/\$ investi, retombées sociales associées à l'innovation, etc<sup>14</sup>):

**Le Québec ne doit pas se lancer dans l'extraction, conventionnelle ou par fracturation, d'hydrocarbures sur son territoire, maritime ou émergé, ni contribuer au développement des sables bitumineux albertains en acceptant de devenir la voie de sortie de ce dernier. Enfin, le Québec devrait plutôt développer son rôle de leader dans notre nécessaire transition énergétique vers une société post-carbone.**

Prénom, Nom: Katia Grenier

lieu: Îles-de-la-Madeleine

date : 16 novembre 2015

- 
- <sup>1</sup> Gauthier et al, 2015. Inventaire territorial et analyse cartographique de trois régions québécoises, Bas-Saint-Laurent, Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, Côte-Nord et du Golfe du Saint-Laurent. [www.hydrocarbures.gouv.qc.ca/documents/etudes/GSOC01.pdf](http://www.hydrocarbures.gouv.qc.ca/documents/etudes/GSOC01.pdf)
- <sup>2</sup> BAPE Rapport 297, 2013. Les effets liés à l'exploration et à l'exploitation des ressources naturelles sur les nappes phréatiques aux Îles-de-la-Madeleine, notamment ceux liés à l'exploration et l'exploitation gazière. En ligne. <http://www.bape.gouv.qc.ca/sections/rapports/publications/bape297.pdf>
- <sup>3</sup> EES2, 2013. Évaluation environnementale stratégique sur la mise en valeur des hydrocarbures dans les bassins d'Anticosti, de Madeleine et de la baie des Chaleurs. Rapport final. En ligne. [http://www.mern.gouv.qc.ca/publications/energie/ees/EES2\\_Rapport\\_final.pdf](http://www.mern.gouv.qc.ca/publications/energie/ees/EES2_Rapport_final.pdf)
- <sup>4</sup> Savard et al, 2008. Étude de la sensibilité des côtes et de la vulnérabilité des communautés du golfe du Saint-Laurent aux impacts des changements climatiques. Sommaire. 48pp.
- <sup>5</sup> Bernatchez et al, 2014. Impacts des changements climatiques sur l'érosion des falaises de l'estuaire maritime et du golfe du Saint-Laurent. Rapport de recherche remis au ministère de la Sécurité publique du Québec et au consortium Ouranos. En ligne. [http://www.ouranos.ca/media/publication/331\\_RapportBernatchez2014.pdf](http://www.ouranos.ca/media/publication/331_RapportBernatchez2014.pdf)
- <sup>6</sup> Dunsky 2013. Stratégies énergétique territoriale des Îles-de-la-Madeleine. Étape 1 : Bilan énergétique et projections. Rapport soumis à la Municipalité des Îles-de-la-Madeleine. 47pp.
- <sup>7</sup> Site web de Go 100% renewable energy, section "Map". <http://www.go100percent.org/cms/index.php?id=9>
- <sup>8</sup> REN21. 2013. Renewables Global Futures Report (Paris: REN21). Raport en ligne : [http://www.ren21.net/Portals/0/documents/activities/gfr/REN21\\_GFR\\_2013.pdf](http://www.ren21.net/Portals/0/documents/activities/gfr/REN21_GFR_2013.pdf)
- <sup>9</sup> Agence Internationale de l'Énergie, 2015. World Energy Outlook, Résumé version française. En ligne : [http://www.iea.org/publications/freepublications/publication/WEO2015ES\\_FRENCH.pdf](http://www.iea.org/publications/freepublications/publication/WEO2015ES_FRENCH.pdf)
- <sup>10</sup> McGlade, C. et Ekins, P. 2015. The geographical distribution of fossil fuels unused when limiting global warming to 2°C. *In Nature* 517, 187-190. <http://www.nature.com/nature/journal/v517/n7533/full/nature14016.html>
- <sup>11</sup> Carpentier, J.-M. 2015. Revue de l'expertise requise dans l'industrie des hydrocarbures et potentiel de développement d'une industrie québécoise de services dans ce secteur.
- <sup>12</sup> Finances Québec. 2015. Évaluation des retombées économiques et scénarios possibles de développement de l'exploitation d'hydrocarbures sur l'île d'Anticosti. En ligne <http://hydrocarbures.gouv.qc.ca/documents/etudes/AECN01-AECN02.pdf>
- <sup>14</sup> Smith et al, 2015. Tracking the energy revolution – Canada 2015. En ligne: <http://cleanenergycanada.org/trackingtherevolution-canada/2015/assets/pdf/TrackingtheEnergyRevolution-Canada2015.pdf>